

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THERMOCOLOR CENTRE

59 rue du Maréchal Leclerc
BP 15
28110 Lucé

Références : IC250756
Code AIOT : 0010000458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement THERMOCOLOR CENTRE implanté 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMOCOLOR CENTRE
- 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000458
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THERMOCOLOR Centre réalise du traitement (sans chrome) de pièces en aluminium utilisées pour fabriquer des cadres de fenêtres, des vérandas, du mobilier urbain. La pièce est ensuite peinte par poudrage avec des peintures polyester.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	NC2* VI08022021 - Ressource en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
6	NC VI19102022 - Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	NC VI1122024 - Entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
10	NC VI1122024 - Détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Situation administrative	Lettre du 03/02/2021	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC VI19102022 - Projet APMD - Rétentions du TS	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.2.1.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	NC VI19102022 - Projet APMD -	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	- Projet APMD - Ouvrages épuratoires	du 02/02/2015, article 8.1.2.1.4	demeure, respect de prescription	
3	NC VI11122024 - Projet APMD - Détection incendie (TS)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	NC1* VI08022021 - Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	NC VI19102022 - Comportement au feu	AP Complémentaire du 02/02/2015, article 8.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	NC VI11122024 - Chauffage des cuves du TS	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.2.1.1.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC VI19102022 - Projet APMD - Rétentions du TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]</p>

Constats :

Constat du 11/12/2024 : Il n'y a pas de détecteur d'alarme en point bas de la rétention de la zone "alcalin". Par ailleurs cette rétention est encombrée de matériels divers.

1°) Détecteur d'alarme en point bas de la rétention "alcalin" :

Par courrier du 06/02/2025, l'exploitant a répondu que la commande du matériel a été passée le 06/02/2025 et qu'il sera installé dès réception.

Par courrier du 11/03/2025, l'exploitant a transmis :

- la commande du détecteur et l'accusé réception de la commande qui indique que le matériel sera disponible au 28/02/2025 ;
- le planning prévisionnel d'installation : le matériel sera mis en place d'ici fin mars 2025 et testé dès son installation.

2°) Propreté de la rétention de la zone "alcalin" :

Par courrier du 06/02/2025, l'exploitant a répondu que le nettoyage de la rétention de la zone "alcalin" a été réalisé le 27/01/2025.

Par courrier du 11/03/2025, l'exploitant a transmis des photos de cette rétention qui montrent qu'elle a été nettoyée.

Observations du 27/11/2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate qu'un détecteur d'alarme en point bas est présent dans la rétention "alcalin". Cette même rétention est propre.

L'exploitant a testé le détecteur, l'inspection des installations classées constate que l'alarme sonne.

Conclusion :

Un détecteur d'alarme en point bas est présent dans la rétention de la zone "alcalin" et cette rétention est propre.

La non-conformité est levée.

Les points 1 et 2 de l'article 1 de la proposition de projet d'arrêté de mise en demeure ne sont pas maintenus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : NC VI19102022 - Projet APMD - Ouvrages épuratoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.2.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, ouvrages épuratoires

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat du 11/12/2024 : Le déclencheur d'alarme en point bas de la rétention des ouvrages épuratoires n'est pas opérationnel.</i></p> <p><u>3°) Déclencheur d'alarme en point bas des ouvrages épuratoires :</u> Par courrier du 06/02/2025, l'exploitant a répondu que le matériel de remplacement a été commandé le 23/01/2025 et installé le 04/02/2025. Sa fonctionnalité a été testée et est conforme. Par courrier du 11/03/2025, l'exploitant a transmis : la facture d'alarme sonore, le test de bon fonctionnement et des photos. Les documents sont conformes aux attentes de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Observations du 27/11/2025 :</u> Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence d'un déclencheur d'alarme en cas d'écoulement dans la rétention de la station. L'inspection n'a pas demandé le test du matériel.</p> <p>Conclusion : Le déclencheur d'alarme en point bas de la rétention des ouvrages épuratoires (station) est présent. La non-conformité est levée. Le point 3 de l'article 1 de la proposition de projet d'arrêté de mise en demeure n'est pas maintenu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : NC VI11122024 - Projet APMD - Détection incendie (TS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p>

[...] d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. [...]

Constats :

Constat du 11/12/2024 : Absence de détection incendie au niveau du décapage alcalin.

4°) Détection incendie au niveau du décapage alcalin :

Par courrier du 06/02/2025, l'exploitant a répondu que le matériel de remplacement a été commandé le 23/01/2025 et installé le 30/01/2025.

Par courrier du 20/02/2025, la Préfecture a demandé à l'exploitant de transmettre : la facture du matériel de détection au niveau du décapage alcalin, le compte-rendu de réception de ce matériel et du test de bon fonctionnement de ce matériel, ainsi qu'une photographie des équipements.

Par courrier du 11/03/2025, l'exploitant a transmis la facture des détecteurs et le test de bon fonctionnement. La facture et la procédure de test sont conformes aux attentes de l'inspection des installations classées. La photo ne permet pas de voir au global l'implantation des détecteurs dans la zone.

Observations du 27/11/2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de 2 détecteurs de fumée dans la zone alcaline. L'inspection n'a pas demandé le test du matériel.

Conclusion :

Une détection de fumée d'incendie est présente au niveau du décapage alcalin.

La non-conformité est levée.

Le point 4 de l'article 1 de la proposition de projet d'arrêté de mise en demeure n'est pas maintenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : NC1* VI08022021 - Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les

équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. [...]

Constats :

Constat du 11/12/2024 : La vérification complète des installations de protection contre la foudre relève des anomalies.

L'exploitant a répondu le 11/02/2025 que les 3 anomalies ont été traitées et que la vérification par l'APAVE du 29/01/2025 ne relève aucune anomalie.

Observations du 27/11/2025 :

L'exploitant transmet le dernier rapport de vérification visuelle foudre de l'APAVE datant du 29/01/2025 au 03/02/2025. Le rapport est sans observation.

Conclusion : La non-conformité précédente est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : NC2* VI08022021 - Ressource en eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025

Prescription contrôlée :

[...]

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des points d'eau (5 au maximum) judicieusement répartis, utilisables par les services de secours et permettant d'assurer pendant 2 heures un débit en fonctionnement simultané de 300 m3/h, soit un volume disponible en permanence de 600 m3.

Ces points d'eau peuvent être :

- des poteaux incendie DN100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar ;
- des poteaux incendie DN150 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 120 m³/h sous 1 bar ;

[...]

La répartition des points d'eau doit permettre de disposer en simultané pendant 2h de 180 m³/h au minimum à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Le reste du débit, à savoir 120 m³/h peut être assuré par des points d'eau situés à moins de 400 m du bâtiment.

[...]

Constats :

Constat du 11/12/2024 : Le poteau incendie n°3 est inopérant.

L'exploitant a répondu le 11/02/2025 que les poteaux incendie n'étaient pas la propriété de Thermocolor Centre, un courrier a été adressé au propriétaire du jardin d'entreprises (site situé dans le jardin d'entreprise) le 14/11/2024, lui notifiant l'état du poteau n°3 et lui demandant de procéder à la mise en conformité de ce dernier. Sans réponse de sa part, le même courrier a été adressé à la Foncière de Lucé en date du 27/01/2025.

Observations du 27/11/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant explique que le jardin d'entreprise possède 2 poteaux incendie (N°1 et 3). Le site utilise 2 poteaux incendie du jardin d'entreprise ainsi que les 3 poteaux proches du site et appartenant à la ville (N°133, 4 et 15).

L'exploitant indique que les poteaux incendie du jardin d'entreprise ont été changés le 03/11/2025. Toutefois, la vérification des poteaux incendie suite à leur installation n'a pas eu lieu car Bureau Veritas n'a pas le matériel disponible en cette période. L'exploitant présente un mail du Bureau Veritas proposant de réaliser cette intervention en mars/avril 2026.

L'exploitant présente à l'inspection des installations classées la synthèse suivante :

- poteau N°133 (< 200 m du site) : 83 m³/h ;
- poteau N°4 (< 400 m du site) : 83 m³/h ;
- poteau N°15 (< 400 m du site) : > 120 m³/h.

Conclusion :

Le débit des poteaux incendie situé à moins de 200 m du site est inconnu le jour de la visite. L'exploitant transmettra les données dès que les résultats des futurs tests lui seront communiqués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : NC VI19102022 - Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'atelier de traitement de surface est équipé en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle.</p> <p>[...]</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>[...]</p> <p>Les exutoires font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 11/12/2024 :</u> Les équipements de désenfumage ne sont pas maintenus en bon état.</p> <p>L'exploitant a répondu le 11/02/2025 que la réalisation du contrôle annuel du désenfumage a été faite en 2025 afin de démontrer le bon état des équipements de désenfumage. Un devis a été signé en date du 06/02/2025.</p> <p><u>Observations du 27/11/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'intervention préventive du parc de désenfumage (40 boîtiers) du 28/02/2025 réalisé par Eurofeu. Des commentaires sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de cartouche de recharge : N°1 et N°22. - appareil à remplacer après devis : N°5. <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées la facture Eurofeu du 28/02/2025 payée le 30/04/2025 pour l'achat de 4 cartouches, la vérification de 19 exutoires de fumée et de 19 thermo fusibles, 21 désinfections préventives.</p> <p><u>Conclusion :</u></p>

<p>Le rapport de vérification ne présente pas de carte localisant les 40 boîtiers sur le site. La facture Eurofeu ne justifie pas que les cartouches des boîtiers N°1 et N°22 ont été changées et que le boîtier N°5 a été changé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : NC VI19102022 - Comportement au feu

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/02/2015, article 8.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alarmes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cabine de poudrage est équipée d'un système de détection et d'extinction d'incendie conforme à la directive ATEX. En cas de fumée ou de départ d'incendie, le système déclenche automatiquement une alarme, coupe les alimentations électriques et enclenche l'extinction des cabines. Ces dispositifs sont testés périodiquement et vérifiés au moins annuellement par un organisme compétent. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 11/12/2024 :</u> L'exploitant doit indiquer si le contrôle de la société CEMIS du 18/12/2024 intègre la vérification des cabines de poudrage.</p> <p>L'exploitant a répondu le 11/02/2025 en indiquant que CEMIS était bien intervenu le 18/12/2024 mais n'avait pas compris leur requête pour les batteries de cabine de peinture.</p> <p><u>Observations du 27/11/2025 :</u> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des installations d'extinction automatiques du 18/12/2024. Des non-conformités ont été relevées et la cabine de poudrage n'a pas été contrôlée. Un devis d'Eurofeu en date du 05/02/2025 a été signé le 16/02/2025 pour la vérification d'une</p>

machine et d'une cabine WAGNER. Un devis d'Eurofeu en date du 29/04/2025 et non signé a été présenté et indique le remplacement de 4 batteries anti-feu et de 4 réservoirs FIRETREN. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la prochaine vérification des installations est prévue en décembre 2025.

Envoi de l'exploitant du 06/01/2026 :

Par courriel du 06/01/2026, l'exploitant a transmis le bon d'intervention CEMIS en date du 30/12/2025 pour la vérification de maintenance du système d'extinction automatique. La conclusion de l'intervention indique un "bon fonctionnement de l'installation". Les cabines de poudrage et la machine ont été vérifiées.

Conclusion : La non-conformité précédente est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : NC VI11122024 - Entretien moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

[...]

Les moyens de secours sont vérifiés a minima une fois par an par un organisme compétent.

Constats :

Constat du 11/12/2024 : le contrôle des dispositifs de désenfumage n'est pas réalisé annuellement. La sirène du SSI est notée "inaudible" par le bureau de contrôle.

L'exploitant a répondu le 11/02/2025 sur les thèmes suivants :

- Désenfumage : Un devis a été signé en date du 06/02/2025, l'exploitant est en attente d'une proposition de date d'intervention.
- Sirène SSI : l'intervention de CEMIS en date du 18/12/2024, le rapport ne mentionne aucune

anomalie.

Observations du 27/11/2025 :

L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des extincteurs du 18/12/2024. Les conclusions indiquent que beaucoup d'extincteurs sont à changer car ayant plus de 10 ans. L'exploitant indique s'occuper du changement de l'ensemble de son parc d'extincteurs (73 extincteurs portatifs d'après les attestations de conformité du 22/06/2022 et du 19/10/2023) et prévoit de le finir au premier trimestre 2026.

L'exploitant présente une facture d'YLEA du 25/09/2025 pour 20 extincteurs à eau mousse pulvérisée, 4 extincteurs CO2, 6 extincteurs poudre et 20 panneaux signalétiques.

Par sondage lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que des extincteurs sont présents sur site mais vieux de plus de 10 ans et pas encore remplacés.

L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le rapport de maintenance préventive de l'alarme SSI par CEMIS du 07/11/2025. Les conclusions indiquent qu'il manque des diffuseurs sonores. L'exploitant prévoit de rajouter ces derniers lors de l'agrandissement de la zone de traitement de surface (cf. PAC déposé le 16/01/2025). L'exploitant prévoit également de changer la centrale des détecteurs incendie à cette période-là.

L'exploitant présente le rapport de contrôle des détecteurs de gaz par ADS du 02/09/2025. Le rapport indique que 4 batteries de centrale ont été remplacés. Le rapport n'indique aucune non-conformité.

Par courriel du 04/12/2025 :

L'exploitant transmet à l'inspection un bon de commande auprès d'YLEA du 04/12/2025 pour 8 extincteurs CO2, 9 extincteurs poudre, 8 extincteurs à eau mousse pulvérisée et 4 extincteurs à eau.

L'exploitant transmet aussi 3 plans de localisation (unité 1 - stockage, bureaux, laboratoire, unité 2 - production, stockage Lorillard) des différents types d'extincteurs présents sur le site : extincteur à eau pulvérisée, extincteur à poudre, extincteur CO2 et extincteur douche.

Conclusion :

Le parc d'extincteurs du site n'est pas conforme dans sa totalité. Il manque le changement d'encore au moins 14 extincteurs.

L'exploitant n'a pas présenté le rapport de vérification des extincteurs nouvellement installés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage TS
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 11/12/2024</u> : L'exploitant procédera à des tests de niveau bas des bains de la chaîne de conversion acide et de dégraissage et en transmettra le résultat à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a répondu le 11/02/2025 que seul le bain de dégraissage alcalin est concerné. Le dispositif a pu être testé lors de la visite et validé. Des contrôles hebdomadaires seront donc réalisés sur le bain alcalin et consignés. Dans le tableau de suivi il est indiqué un contrôle du bon fonctionnement du détecteur de niveau de bain alcalin.</p> <p>La proposition de demande de révision portait bien uniquement sur l'asservissement des bains chauffés non électriquement. Le tableau de suivi est joint au courrier et il indique "semaine n°1-contrôle conforme - Maintenance d'hiver 2024-2025".</p> <p><u>Observations du 27/11/2025</u> :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le registre de suivi des contrôles de chauffage des cuves de traitement de surface. L'inspection constate que des contrôles sont effectués chaque semaine de la semaine 1 de 2025 à la semaine 48 de 2025. En semaine 1 a eu lieu la maintenance d'hiver 2024-2025. La fermeture du site les semaines 33 et 34 a entraîné l'absence de contrôles à cette période.</p> <p><u>Conclusion</u> : La non-conformité précédente est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : NC VI11122024 - Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : [...] « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 11/12/2024</u> : L'exploitant transmettra un plan d'implantation des détecteurs incendie.</p> <p>L'exploitant a répondu le 11/02/2025 en indiquant la création d'un plan d'implantation des détecteurs. Mais il manque l'implantation du détecteur dans la zone alcalin, sur le plan joint à la réponse. Il n'y a que 2 points sur le plan alors qu'il devrait y en avoir 5 en tout.</p> <p><u>Observations du 27/11/2025</u> : Lors de la visite, l'exploitant constate la présence de 2 détecteurs incendie domestique située à côté des 2 entrées/sorties de la zone de traitement de surface. Le plan d'implantation indique la présence de 2 détecteurs en zone de traitement de surface et n'indique pas les 3 détecteurs présents au-dessus des brûleurs et de l'évaporateur.</p> <p>Conclusion : Le plan d'implantation des détecteurs sur l'ensemble du site est incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>
<p>N° 11 : Situation administrative</p>
<p>Référence réglementaire : Lettre du 03/02/2021</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Lettre préfectorale :

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation	Volume autorisé
2565 2a	E	Revêtement métallique ou traitement de surface	Bain de dérochage : 7 000 L Bain de conversion sans chrome : 3 000 L	10 000 L
2940 2a	E	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Cabine de peinture et tunnel de séchage	500 kg/j
1185 2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés	2 groupes frigorifiques utilisant un fluide frigorigène R-410A	55,3 kg
2910	NC	Combustion	chaudière gaz	0,5 MW

Constats :

Observations du 11/12/2024 : L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet de ligne de décapage pour décaper l'outillage en acier qui sert à accrocher les pièces défectueuses ou les supports, car actuellement cette action est réalisée en sous-traitance. Le projet serait déployé en 2025-2026 et les surplus de rinçage et les bains saturés pourront être traités par la station de traitement. Le traitement se fera par aspersion, pour des profils de 6,5 m et produits finis non conformes de 2,5 m, ce qui donne un bain de 7 m de long x 0,8 m x 0,8 m ce qui fait un volume maximal d'environ 5 m³. Il y aura une cuve de décapage et une cuve de rinçage. Actuellement l'exploitant est autorisé par l'arrêté préfectoral du 02/02/2015 pour un volume de 10 m³.

Observations du 27/11/2025 :

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que l'instruction des dossiers de porter à connaissance de novembre 2023 (évolution de la rubrique combustion (2910) à 115,5 kg)

et de janvier 2025 (ouverture d'une ligne de décapage) est en cours.

Toutefois, l'exploitant indique que les 5 000 L de l'atelier désox ne sont pas pris en compte dans le volume autorisé (rubrique 2565 : 10 000 L) de son arrêté préfectoral du 02/02/2015. Seuls les bains de 7 000 + 3 000 L est inscrit dans l'arrêté préfectoral du site. Ajouté au projet de ligne de décapage de l'exploitant de 3 000 + 3 000 L, le site se retrouvera avec une demande d'augmentation de 60% du volume autorisé de la rubrique 2565.

L'exploitant indique aussi à l'inspection que le rejet "zéro" sera arrêté sous peu sur le site. L'exploitant indique donc qu'il rassemblera son projet de ligne de décapage avec l'arrêt du rejet "zéro" dans son nouveau dossier prochainement déposé.

Par courriel du 28/11/2025, l'exploitant a transmis son dossier de demande ICPE de 2012. L'inspection constate qu'il n'y a aucune mention des 5 000 L de bain de l'atelier désox (p.45 du dossier).

Conclusion :

L'installation possède 15 000 L de bains de traitement de surface, mais n'est autorisée que pour 10 000 L par arrêté préfectoral du 02/02/2015. La situation administrative du site n'est pas à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'analyser sa situation administrative ICPE actuelle et au vue du projet de ligne de décapage afin de déposer le dossier attendu au regard de l'évolution de sa situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours